

## RESTRICTIONS SUR LES IMPORTATIONS

## Le gouvernement fait marche arrière

**Pour arrêter la saignée des devises, Abdelmadjid Tebboune s'est attaqué surtout aux importateurs, en décrétant des restrictions draconiennes en matière de commerce extérieur. Mais, la riposte des tenants des intérêts menacés et leurs soutiens politiques l'ont vite contraint à faire machine arrière.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - «Après avoir ordonné la libération "sans délai" des marchandises importées avant l'instauration du régime des licences et qui sont en souffrance dans les zones sous-douane, le gouvernement a décidé d'appliquer la même mesure aux produits alimentaires et industriels dont l'importation a été suspendue en juillet», nous apprend hier le journal online TSA qui fait référence à une note de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef).

Ce faisant, les restrictions avaient touché des produits utiles, voire indispensables et il a fallu rectifier le tir. Mais, ce revirement du gouvernement, intervenant dans un contexte tendu où le Premier ministre fait l'objet d'un lynchage médiatique sans précédent, entame sérieusement son autorité. Et ce, indépendamment de l'inefficacité de l'administration qui serait allée un peu trop loin dans la besogne en

appliquant le plan d'action du gouvernement. C'est le Premier ministre qui a donné le la à la campagne de rationalisation des dépenses en devises. Et non seulement il a surestimé la capacité de l'économie algérienne à approvisionner correctement le marché, mais il n'a surtout pas ménagé les hommes d'affaires qui disposent de relais puissants au sommet de l'Etat.

Or, à la prise de ses fonctions, il y a trois mois, Abdelmadjid Tebboune s'est distingué par deux annonces phares : l'interdiction de l'importation des produits superflus ou fabriqués localement ainsi que la révision du cahier des charges relatif à l'activité de montage des véhicules qui s'est avérée une importation déguisée. On a assisté déjà depuis quelques jours à l'allègement de ces mesures en libérant des marchandises bloquées aux ports et qui sont censées avoir été commandées avant l'entrée en vigueur des restrictions décré-

tées par le gouvernement. Dans ce contexte, il convient de rappeler qu'il n'est pas rare que les gouvernements algériens reviennent sur des décisions sensées ou qui paraissaient comme telles à la moindre contestation de la rue ou des tenants des intérêts menacés. Comme s'ils ne se sentaient pas assez légitimes pour imposer des mesures détestables, indépendamment du bien-fondé de ces mesures. On peut citer l'abrogation en 2011 du décret fixant la grille de classification dans la Fonction publique des nouveaux diplômés délivrés par l'université après sa réforme, le retour sur la suppression de la retraite anticipée, etc.

Tebboune, qui avait pour feuille de route d'empêcher l'argent de peser sur la politique, et, par conséquent, sur 2019, et, dans la même logique, réunir les conditions d'un rendez-vous politique sans problèmes, n'a pas manqué de susciter la méfiance du clan présidentiel qui voit dans sa démarche une tentative de réorganisation des réseaux d'affaires qui pourrait menacer plutôt les équilibres politiques en place. En s'acharnant sur la personne du patron de l'ETRH Haddad, allant jusqu'à le chasser d'une



Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre

Photo : Samir Sid

cérémonie à laquelle il était officiellement invité en tant que président de la plus importante organisation patronale, le Premier ministre a provoqué une guerre ouverte. Une guerre qui a sorti le frère du Président de l'ombre pour exprimer sa solidarité avec le patron du FCE.

Ceci dit, peut-on s'attendre au limogeage de Tebboune comme le prédisent certains ? Personne n'a intérêt à le faire à court terme, cela ferait désordre et accrédi-

rait à jamais l'idée que ce sont les forces de l'argent qui tiennent la décision en Algérie. Mais qu'en est-il des autres mesures prises pour réguler le commerce extérieur comme le contingentement des importations ? Seront-elles maintenues ou renforcées au retour de Tebboune de son congé ? En son absence, le ministère du Commerce a, en tout cas, fait machine arrière en revenant sur certaines restrictions.

L. H.

## BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

## L'Algérie a reçu 760 millions de dollars de financement de 8 projets de transport entre 1967 et 2017

**La Banque africaine de développement (BAD) a financé plus de 450 projets de transport entre 1967 et 2017 dont 8 projets en Algérie qui a reçu 760 millions de dollars de financements durant cette période, a indiqué cette institution financière sur son site-web.**

La Banque africaine de développement (BAD) a financé plus de 450 projets de transport, à savoir les routes, ports, aéroports et voies ferrées pour 450 millions de personnes bénéficiaires à travers l'Afrique, précise la BAD dans une carte publiée à l'occasion du cinquantenaire du premier projet financé par la Banque, en 1967, des voies routières au Kenya.

Dans ce cadre, l'Institution africaine précise que la quasi-totalité des pays membres de la BAD ont bénéficié de financements dont l'Algérie qui a reçu 760 millions de dollars pour le financement de 8 projets. Il s'agit de 1 200 km de routes bitumées et renforcées, l'équipement du port de Djendjen (wilaya de Jijel) et l'amélioration du réseau ferroviaire.

Cependant, les premiers bénéficiaires des financements liés au transport au fil de ces 50 ans, sont le Maroc et la Tunisie.

Ainsi, la Tunisie a reçu 2,7 milliards de dollars pour le financement de 14 projets, portant renforcement de 5 300

km de routes, construction d'une autoroute, de l'aéroport d'Enfidha en plus de la modernisation du réseau ferroviaire.

Pour sa part, le Maroc a bénéficié d'un financement de 2 milliards de dollars qui ont servi également dans 14 projets portant renforcement de 6 000 km de routes, la construction ou la modernisation de 7 aéroports, construction d'une autoroute, et construction de 290 km de voies ferrées ainsi que le financement du port de Nador.

Quant à la Mauritanie, elle a bénéficié de 90 millions de dollars pour le financement de son réseau de transport.

Au niveau sous-régional, le document de la BAD fait apparaître l'importance prise par l'Afrique de l'Est. Les financements alloués aux projets du secteur des transports dépassent ainsi le milliard de dollars au Kenya, en Tanzanie et en Ethiopie.

L'Afrique de l'Ouest vient ensuite, avec, notamment, comme locomotive la Côte d'Ivoire, qui a bénéficié récemment de mégaprojets de transport urbain.



Siège de la BAD.

Photo : DR

Quant aux types de transport soutenus, les projets routiers sont les plus nombreux. Certains contribuent au désenclavement de régions isolées, permettant d'enclencher un cercle économique vertueux, notamment en libérant leur potentiel agricole.

D'autres viennent consolider d'importants axes de circulation déjà existants, qui interconnectent les capitales africaines et les relient aux principaux ports, facilitant les échanges commerciaux.

Au total, ce sont plus de 40 000 km de routes qui ont été bitumées via des financements de la Banque.

Les ports africains ont également fait l'objet de nombreux financements, dont 16 d'entre eux ont été créés, agrandis ou modernisés, notamment en Afrique de

l'Ouest. Pour ce qui est du secteur aérien, la Banque a soutenu les investissements réalisés dans une trentaine d'aéroports à travers le continent. Dans des pays vastes comme le Nigeria ou la République démocratique du Congo, tous deux aidés par la BAD, le transport aérien permet d'assurer la cohésion territoriale.

Outre le financement de terminaux, la BAD s'engage depuis dix ans à l'amélioration de la sécurité aérienne à travers la mise en place de programmes de formation et d'équipement mis en œuvre par les communautés économiques régionales, le dernier en date concerne 25 pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest, rappelle cette institution africaine.

APS

## LUTTE ANTITERRORISTE

## 18 bombes artisanales et des substances explosives découvertes à Tipasa

Deux caches contenant 18 bombes artisanales, des substances explosives et des moyens de détonation ont été découvertes dimanche à Tipasa par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 13 août 2017 à Tipasa/1<sup>re</sup> Région militaire, deux caches contenant 18 bombes artisanales, des substances explosives, des moyens de détonation, deux paires de jumelles, des produits électroniques, ainsi que de grandes quantités de denrées alimentaires et de produits pharmaceutiques», précise le MDN.

Dans le même sillage et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont intercepté «deux contrebandiers à El-Oued et Biskra/4<sup>re</sup> RM, et saisi deux camions chargés de 40,4 quintaux de tabac, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont saisi un véhicule tout-terrain chargé de 1,65 tonne de denrées alimentaires à In Guezam/6<sup>re</sup> RM et un autre véhicule chargé de 1 350 litres de carburant à Tindouf/3<sup>re</sup> RM».

Des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont, pour leur part, appréhendé à Tlemcen/2<sup>re</sup> RM, «deux narco-trafiquants lors de deux opérations distinctes et saisi 242,4 kilogrammes de kif traité, tandis qu'à Tamanrasset/6<sup>re</sup> RM, des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté 5 contrebandiers et saisi un véhicule et 200 grammes de métal jaune».

Par ailleurs, vingt-sept immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Naâma, Béchar, Adrar et Ouargla.